

14.31

**Bistumskonkordat mit dem Heiligen Stuhl**

**Inhalt**

GRB betreffend Ermächtigung des RR zum Vollzug des Beitritts des Kantons Basel-Stadt zur Übereinkunft für die Organisation des Bistums Basel vom 26. März 1828 (Bistumskonkordat) Vom 1. Juli 1976 .....	3
Convention conclue relativement à la réorganisation et nouvelle circonscription de l'Evêché de Bâle (Bistumskonkordat mit dem Heiligen Stuhl) Du 26 mars 1828 .....	3
Bistumskonkordat: Deutsche Übersetzung (ohne Fussnoten) ...	8
Convention additionnelle entre le Saint-Siège et le Conseil fédéral suisse relative à l'organisation de l'Evêché de Bâle (Zusatzvereinbarung zum Bistumskonkordat) Du 2 mai 1978 .....	12

**Grossratsbeschluss betreffend  
Ermächtigung des Regierungsrates  
zum Vollzug des Beitritts des Kantons Basel-Stadt  
zur Übereinkunft für die Organisation des Bistums Basel  
vom 26. März 1828 (Bistumskonkordat)**

Vom 1. Juli 1976

I.

Der Grosse Rat, auf Antrag des Regierungsrates, ermächtigt den Regierungsrat, den Beitritt des Kantons Basel-Stadt zur Übereinkunft für die Organisation des Bistums Basel vom 26. März 1828 (Bistumskonkordat) zu vollziehen und die mit dem Beitritt zusammenhängenden Fragen zu regeln.

II.

1. Die Vertreter des Kantons Basel-Stadt in der Konferenz der zum Bistum gehörenden Kantone werden von der Römisch-katholischen Kirche Basel-Stadt bestimmt.
2. Die Ratifikation der Beschlüsse der Diözesankonferenz erfolgt durch den Regierungsrat.
3. Die finanziellen Verpflichtungen, die dem Kanton aus der Zugehörigkeit zum Bistum entstehen, werden von der Römisch-katholischen Kirche Basel-Stadt getragen.

Dieser Beschluss ist zu publizieren; er unterliegt dem Referendum.<sup>1)</sup>

**Convention conclue relativement à la Réorganisation  
et nouvelle circonscription de l'Evêché de Bâle<sup>2)</sup>**

Du 26 mars 1828

La Convention conclue le 12 Mars 1827 relativement à la réorganisation et nouvelle circonscription de l'Evêché de Bâle, n'ayant pas reçu la

<sup>1)</sup> Am 8. 9. 1976 teilte der Vorsteher des Justizdepartementes des Kantons Basel-Stadt dem Vorort mit, dass die Referendumsfrist unbenützt verstrichen sei, so dass der GRB vom 1. 7. 1976 betreffend Beitritt des Kantons Basel-Stadt zum Bistumskonkordat in Rechtskraft erwachsen sei.

<sup>2)</sup> Der verbindliche Text ist der französische (deutsche Übersetzung, ohne Fussnoten, auf S. 8ff.). Er wurde nach der Photographie eines der Originale kontrolliert. Daraus ergaben sich gegenüber bisherigen Drucken wenige (eher nicht sinnändernde) Korrekturen. In der Interpunktion und Gross- und Kleinschreibung folgt der Text der modernen bzw. konsequenteren Gestaltung des Druckes bei Lampert, Kirche und Staat in der Schweiz, Bd. 3 S. 62ff.

ratification de tous les Cantons, au nom desquels elle avait été stipulée, les Hauts Etats de Lucerne, Berne, Soleure et Zoug<sup>3)</sup>, reconnaissant l'urgente nécessité de mettre un terme à l'état provisoire, où se trouvent les affaires diocésaines, se sont décidés à donner suite, en ce qui les concerne, à la susdite Convention avec les modifications devenues nécessaires par le changement des circonstances. Dans ce but ils ont fait renouveler les négociations

entre

Monsieur Pascal Gizzi, Internonce apostolique près la Confédération Suisse, au nom de Sa Sainteté le Pape Léon XII chargé de cette négociation,

et

Son Excellence Monsieur Joseph Charles Amrhyn, Avoyer de la Ville et République de Lucerne, et Monsieur Louis de Roll, Conseiller d'Etat de la République de Soleure, autorisés par les Cantons en qualité de Commissaires,

qui, en vertu de leurs pouvoirs antérieurs échangés en son tems, ont convenu, sauf la ratification de leurs hauts Commettans, des bases ci-après énoncées, savoir:

**Art. 1.** Les Cantons de Lucerne, de Soleure, et la partie du Canton de Berne, cédée par le Congrès de Vienne, ainsi que le Canton de Zoug, formeront à l'avenir, quant à leur population catholique, l'Evêché de Bâle.

**Art. 2.** La résidence de l'Evêque et du Chapitre cathédral sera transférée dans la Ville de Soleure. En conséquence l'Eglise collégiale de St. Urs et Victor (laquelle continuera néanmoins d'être l'Eglise paroissiale) sera érigée en Eglise cathédrale, et le Chapitre collégial en Chapitre cathédral de l'Evêché de Bâle.

**Art. 3.** Le Chapitre cathédral sera composé de dix-sept Chanoines dont au moins douze seront tenus à résidence pour le service du culte et l'assistance de l'Evêque dans ses fonctions religieuses.

Sur ce nombre de dix-sept Chanoines, dix sont répartis sur tous les Cantons formant le Diocèse.

<sup>3)</sup> Dem Bistumskonkordat mit dem Heiligen Stuhl sind später beigetreten die Kantone: Aargau am 2. 12. 1828, Thurgau am 11. 4. 1829, Basel am 6. 10. 1829 für die katholischen Gemeinden des Bezirks Birseck, Bern am 11. 6. 1864 für den alten Kantonsteil, Basel-Stadt, Basel-Landschaft (für den ganzen Kanton) und Schaffhausen am 2. 5. 1978, Jura am 13. 5. 1981 (Notenaustausch zwischen Bundesrat und Heiligem Stuhl vom 13. 5. 1981). Über den Beitritt der Kantone Basel-Stadt, Basel-Landschaft und Schaffhausen hat der BR am 2. 5. 1978 eine Zusatzvereinbarung mit dem Heiligen Stuhl abgeschlossen (abgedruckt auf S. 12ff.). Am 28. 3. 1828 haben die damaligen Diözesanstände ausserdem unter sich, d. h. ohne Mitwirkung des Heiligen Stuhls, den sogenannten Langenthal-Luzerner Gesamtvertrag (abgedruckt unter 190.510) vereinbart. Die kirchlichen Ausführungsvorschriften zum Bistumskonkordat sind in der Bulle Leo XII. «Inter praecipua» vom 7. 5. 1828 enthalten (hier nicht abgedruckt).

Parmi ces dix-sept Chanoines sont compris les Chanoines encore existans de l'ancien Chapitre de Bâle; ils auront droit à la résidence, et s'il se trouvait parmi eux un Dignitaire, la dignité de Doyen lui sera conférée.

Le Chapitre cathédral aura deux Dignitaires, un Prévôt et un Doyen.

**Art. 4.** Les dix Chanoines nommés dans l'article précédent formeront le Sénat de l'Evêque.

**Art. 5.** Aux dits Chanoines appartient, en cas de vacance, le droit d'élire l'Evêque, d'après l'article douze.

**Art. 6.** Dix des Chapelains de la Collégiale de St. Urs et Victor sont annexés pour le culte et autres fonctions religieuses au Chapitre cathédral.

**Art. 7.** La Fabrique du même Chapitre, dont le revenu annuel peut être évalué à environ deux mille francs de Suisse, fournira et entretiendra les paremens, ornemens et en général le mobilier nécessaire pour le service divin.

Afin de pourvoir plus convenablement aux objets ci-dessus énoncés, les revenus de la mense épiscopale durant la vacance du Siège sont assignés à la même Fabrique.

**Art. 8.** Il sera établi à Soleure, résidence de l'Evêque et du Chapitre, un Séminaire, pour lequel les Gouvernemens fourniront la dotation et les bâtimens.

Si d'autres Séminaires étaient jugés nécessaires, l'Evêque les érigera d'accord avec les Gouvernemens respectifs, qui fourniront la dotation et les bâtimens.

L'Evêque dirigera et administrera ces Séminaires, conjointement avec quatre Chanoines de différens Cantons, dont deux seront nommés par l'Evêque et les deux autres par son Sénat.

**Art. 9.** Les revenus annuels de l'Evêque sont fixés à huit mille francs de Suisse.

Les revenus du Prévôt de la Collégiale de St. Urs et Victor sont assignés au Prévôt de la Cathédrale.

Une augmentation annuelle de huit cents francs sera ajoutée à la prébende canonique du Doyen.

Les revenus annuels de chaque Chanoine résidant des Cantons de Lucerne et de Berne sont stipulés à deux mille francs.

Les Chanoines, ainsi que les Chapelains de Soleure et leurs successeurs, resteront dans la jouissance entière des prébendes, qui appartiennent au Chapitre collégial de St. Urs et Victor.

Quant aux Chanoines non résidans, les Gouvernemens s'engagent de fournir à chacun d'eux une somme annuelle de trois cents francs.

**Art. 10.** Outre les appointemens ci-dessus déterminés, il sera assigné à l'Evêque et aux Chanoines résidans des logemens convenables à leur dignité.

**Art. 11.** Pour la dotation de la mense épiscopale, des prébendes et des Séminaires, les Gouvernemens s'accorderont avec le Saint Siège dans une négociation postérieure. en attendant ils fourniront des rentes assurées et fixes, les Gouvernemens en garantiront la perception libre et régulière, ainsi que l'inaliénabilité, ils prendront aussi soin de l'entretien des logemens des Chanoines.

Il sera pourvu par l'entremise du Gouvernement de Soleure à l'entretien de l'Eglise cathédrale, de l'Evêché et des bâtimens du Séminaire, qui sera établi à Soleure. Les bâtimens des Séminaires, qui devraient être établis ailleurs, seront entretenus par les Cantons, que cela concerne.

**Art. 12.** Les Chanoines formant le Sénat ont le droit de nommer l'Evêque parmi le Clergé du Diocèse.

L'Evêque élu recevra l'institution du Saint Père aussitôt que ses qualités canoniques auront été constatées selon les formes usitées pour les Eglises de la Suisse.

Le Gouvernement de Soleure nomme le Prévôt selon le mode usité jusqu'à présent.

La nomination du Doyen est réservée au Saint Père.

Le Gouvernement de Lucerne nomme aux prébendes appartenant à ce Canton.

Pour les Chanoines, que le Canton de Berne aura à fournir, le Sénat de l'Evêque présentera pour chaque nomination une liste de six Candidats au Gouvernement de ce Canton, lequel pourra en exclure jusqu'à trois; ensuite l'Evêque nomme le Chanoine.

Il sera pourvu aux dix prébendes, provenantes du Chapitre de St. Urs et Victor, d'après le mode établi jusqu'à présent.

Le Gouvernement de Soleure désignera parmi ses Prébendiers sa quotepart de Chanoines formant le Sénat. Le Prévôt élu par ce Gouvernement sera de ce nombre.

Le Chanoine non résidant du Canton de Zoug sera nommé par le Gouvernement de ce Canton.

Le Chanoine élu doit être ou ressortissant du Canton, à qui la prébende appartient, ou y exercer des fonctions ecclésiastiques, et posséder dans ces deux cas les qualités suivantes: il doit être Prêtre séculier, avoir desservi un bénéfice à charge d'ames avec zèle et prudence pendant au moins quatre ans, ou avoir aidé l'Evêque dans l'administration du Diocèse ou des Séminaires, ou enfin s'être distingué comme Professeur de théologie ou du droit canon.

La première nomination des nouveaux Chanoines est réservée au St. Père.

**Art. 13.** Il ne peut être conféré qu'une seule dignité au même Chanoine. Celles de Prévôt et de Doyen ne doivent jamais être possédées par des Chanoines du même Canton.

**Art. 14.** L'Evêque prêtera entre les mains des Députés des Cantons formant le Diocèse de Bâle le serment suivant<sup>41</sup>: «Devant les représentants des cantons dont se compose le Diocèse de Bâle, je promets, comme il convient à un évêque, fidélité à la Confédération suisse et aux dits cantons. Je m'engage à faire tout ce qui est en mon pouvoir pour favoriser dans mon Diocèse la bonne entente entre l'Eglise Catholique Romaine et l'Etat ainsi que la paix religieuse et le bien-être du peuple suisse.»

**Art. 15.** On donne ici l'assurance formelle, que, si tôt ou tard, par quelque circonstance que ce fût, le Siège de l'Evêque et du Chapitre cathédral venait à être transféré hors de la Ville de Soleure, le Chapitre de St. Urs et Victor serait entièrement rétabli sur le pied, où il se trouvait à l'époque de son érection en Chapitre cathédral.

**Art. 16.** L'accession à la nouvelle circonscription de l'Evêché de Bâle est réservée et assurée aux Cantons de Bâle et d'Argovie, pour la partie de leur population catholique, qui n'y est pas déjà comprise, ainsi qu'au Canton de Thurgovie, d'après les bases réglées par la Convention ci-dessus.

En cas d'accession de l'un ou de l'autre Canton ci dessus nommé, la mense épiscopale sera augmentée à raison du maximum de dix mille francs de Suisse, et en proportion de la population catholique incorporée du Canton accédant.

Si la réunion de tous les Cantons ci-dessus nommés devait avoir lieu, le Diocèse sera pourvu d'un Suffragant, que l'Evêque nommera, et auquel les Cantons faisant partie du Diocèse assureront un revenu annuel de deux mille francs de Suisse.

Toute disposition ultérieure relativement à l'accession des susdits Cantons sera réservée à une Convention postérieure.

Les ratifications de la présente Convention, expédiée et signée à double, seront échangées le plus tôt que faire se pourra.

Ainsi fait à Lucerne, le vingt six Mars mil huit cent vingt huit.

<sup>41</sup> Fassung gemäss Art. 4 der Convention additionnelle vom 2. 5. 1978. Es handelt sich nicht mehr um einen Eid, sondern um eine feierliche Erklärung (déclaration solennelle).

Deutsche Übersetzung

**Übereinkunft wegen der Wiederherstellung  
und neuen Umschreibung des Bisthums Basel**

Vom 26. März 1828

Da die Übereinkunft vom 12. Märzmonat 1827, betreffend die Wiederherstellung und neue Umschreibung des Bisthums Basel, nicht von sämtlichen Kantonen die Genehmigung erhalten hat, Namens welcher sie abgeschlossen worden war. – so haben die hohen Stände Luzern, Bern, Solothurn und Zug, durch die Überzeugung der dringenden Nothwendigkeit geleitet, dass dem provisorischen Zustand ein Ende gemacht werde, in welchem sich die Bisthumsangelegenheiten befinden, sich entschlossen, in so weit es sie beschlägt, der obenerwähnten Übereinkunft, unter den durch die veränderten Umstände nothwendig gewordenen Abänderungen, Folge zu geben; zu welchem Ende sie die Unterhandlungen wieder haben erneuern lassen

zwischen:

Herrn Pascal Gizzi, apostolischem Internuntius bei der Schweizerischen Eidgenossenschaft, als von Seite Seiner Heiligkeit, Papst Leo XII., mit dieser Unterhandlung beauftragt,

und

Seiner Exzellenz Herrn Joseph Karl Amrhyn, Schultheiss der Stadt und Republik Luzern, und Herrn Ludwig von Roll, Staatsrath der Republik Solothurn, als von den Kantonen ermächtigten Kommissarien, welche hierauf, vermöge ihrer frühern in der Zeit ausgewechselten Vollmachten, unter Vorbehalt der Genehmigung ihrer Hohen Kommittenten, über nachstehende Grundlagen übereingekommen sind, als:

**Art. 1.** Die katholische Bevölkerung der Kantone Luzern, Solothurn, und desjenigen Gebietstheils des Kantons Bern, welcher demselben durch die Wienerkongressakte abgetreten worden, so wie diejenige des Kantons Zug, wird künftighin das Bisthum Basel bilden.

**Art. 2.** Die Residenz des Bischofs und des Domkapitels wird nach der Stadt Solothurn versetzt. Als Folge davon wird die dortige Stiftskirche von St. Urs und Viktor, mit Beibehaltung ihrer bisherigen Eigenschaft einer Pfarrkirche, zur Kathedralkirche, und das dasige Kollegiatstift zum Domstifte des Bisthums Basel erhoben werden.

**Art. 3.** Das Domkapitel wird aus siebenzehn Domherren bestehen, wovon mindestens zwölf zur Residenz verpflichtet sind, um den Gottesdienst zu besorgen und dem Bischofe bei seinen kirchlichen Verrichtungen Aushilfe zu leisten.

Aus der Zahl der siebenzehn Domherren werden zehn auf die sämtlichen Kantone vertheilt, welche das Bisthum bilden.

Unter jener Anzahl von siebenzehn Domherren sind die noch lebenden Domherren des alten Domkapitels von Basel begriffen, welchen das Recht der Residenz zusteht, und wofern unter ihnen sich ein Würdeträger befände, so soll demselben die Würde eines Dechanten verliehen werden.

Das Domstift wird zwei Würdeträger haben, einen Probst und einen Dechanten.

**Art. 4.** Die in dem vorstehenden Artikel benannten zehn Domherren bilden den geistlichen Rath des Bischofs.

**Art. 5.** Denselben steht – im Falle der Erledigung des bischöflichen Stuhls – das Recht zu, nach der Vorschrift des zwölften Artikels den Bischof zu wählen.

**Art. 6.** Von den Kaplänen am Kollegiatstifte von St. Urs und Viktor werden zehn dem Domkapitel zum Behuf des Gottesdienstes und anderer kirchlicher Verrichtungen beigegeben.

**Art. 7.** Durch die Fabrica des nämlichen Kollegiatstiftes, deren jährliches Einkommen beiläufig zweitausend Franken betragen mag, werden der Kirchenschmuck, die Verzierungen, und alle übrigen, zum Gottesdienste nöthigen Geräthschaften, geliefert und unterhalten.

Damit für diese Gegenstände noch angemessener Fürsorge getroffen werden könne, sind die während der Erledigung des bischöflichen Stuhls fliessenden Einkünfte der bischöflichen Tafel der nämlichen Fabrica angewiesen.

**Art. 8.** Zu Solothurn, dem Sitze des Bischofs und des Domkapitels, wird ein Seminar errichtet, wofür die Regierungen die Stiftungsfonds und die Gebäulichkeiten liefern werden.

Sollten noch anderwärts Seminarien nothwendig erachtet werden, so wird der Bischof solche im Einverständniss mit den betreffenden Regierungen errichten, welche dafür die Fonds und die Gebäulichkeiten hergeben werden.

Vercint mit vier Domherren aus den verschiedenen Kantonen, wovon zwei durch den Bischof und die zwei andern durch dessen Senat ernannt werden, leitet und verwaltet der Bischof diese Seminarien.

**Art. 9.** Die Einkünfte des Bischofs sind auf achttausend Schweizerfranken festgesetzt.

Dem Domprobst sind die Einkünfte des Probstes an dem Kollegiatstifte von St. Urs und Viktor angewiesen.

Der Domdechant erhält zu den Einkünften seiner Chorpfründe eine jährliche Zulage von achthundert Franken.

Die jährlichen Einkünfte für jeden zur Residenz verpflichteten Domherrn der Kantone Luzern und Bern sind auf zweitausend Franken festgesetzt.

Die Domherren, so wie die Kapläne von Solothurn und ihre Nachfolger, verbleiben im vollen Genusse ihrer, dem Kollegiatstifte von St. Urs und Viktor angehörenden Pfründen.



Hinsichtlich der nicht residirenden Domherren verpflichten sich die Regierungen, einem jeden von ihnen eine jährliche Summe von dreihundert Franken verabfolgen zu lassen.

**Art. 10.** Ausser den oben bestimmten Einkünften werden dem Bischof und den zur Residenz verpflichteten Domherren ihrer Würde angemessene Wohnungen angewiesen.

**Art. 11.** Die Regierungen werden sich über die Fondirung der bischöflichen Tafel, der Dompfründen und der Seminarien mit dem heiligen Stuhle durch eine spätere Unterhaltung in's Einverständniss setzen. Inzwischen werfen sie dafür gesicherte und bestimmte Einkünfte aus, und gewährleisten ihren freien regelmässigen Bezug und ihre Unveräusserlichkeit, so wie die Regierungen auch für den Unterhalt der Wohnungen der Domherren Sorge tragen werden.

Für den Unterhalt der Domkirche, der bischöflichen Wohnung und der Gebäulichkeiten des in Solothurn zu errichtenden Seminars wird durch die Dazwischenkunft der Regierung von Solothurn Fürsorge gethan. Die Gebäude von Seminarien, welche anderswo errichtet werden sollten, sind von den Kantonen zu unterhalten, die es betrifft.

**Art. 12.** Die den Senat des Bischofs bildenden Domherren haben das Recht, aus der Diözesangeistlichkeit den Bischof zu wählen.

Der zum Bischof Erwählte wird vom heiligen Vater die Einsetzung erhalten, sobald dessen kanonische Eigenschaften nach den für die schweizerischen Kirchen üblichen Formen, dargethan sein werden.

Die Regierung von Solothurn ernennt den Probst auf die bisher übliche Weise.

Die Ernennung des Dechanten ist dem heiligen Vater vorbehalten.

Die Regierung von Luzern hat das Ernennungsrecht zu den diesem Kanton angehörigen Pfründen.

Für die vom Kanton Bern zu gebenden Domherren wird der Senat des Bischofs der Regierung dieses Standes zu jeder Wahl ein Verzeichniss von sechs Candidaten vorlegen, von welchen sie drei ausstreichen kann, worauf der Bischof den Domherrn ernennt.

Die aus dem Stift von St. Urs und Viktor hervorgehenden zehn Dompfründen werden auf die bisher übliche Weise bestellt. Die Regierung von Solothurn wird unter den Inhabern dieser Pfründen die diesem Stande zustehende Anzahl von Mitgliedern in dem Senat des Bischofs bezeichnen, worunter der von ihr gewählte Probst begriffen sein soll.

Der nicht zur Residenz verpflichtete Domherr des Kantons Zug wird von der Regierung dieses Standes ernannt.

Der zum Domherrn Gewählte muss entweder ein Angehöriger des Kantons sein, dem die Pfründe angehört, oder in demselben geistliche Verrichtungen versehen, und in diesen beiden Fällen die nachstehenden Eigenschaften besitzen: Er muss Weltpriester sein, eine mit Seelsorge verbundene Pfründe mindestens während vier Jahren mit Eifer und Klugheit versehen haben, oder dem Bischof in der Verwaltung der Diözese oder der Seminarien behülflich gewesen sein, oder endlich sich als Lehrer der Gottesgelehrtheit oder des Kirchenrechtes ausgezeichnet haben.

Die erste Ernennung der Domherren ist dem heiligen Vater vorbehalten.

**Art. 13.** Dem nämlichen Domherren kann nicht mehr als eine Würde übertragen werden.

Die eines Propsts und die eines Dechanten dürfen niemals von Domherren des nämlichen Kantons bekleidet werden.

**Art. 14.** Der Bischof wird in die Hände der Abgeordneten der Kantone, welche das Bisthum Basel bilden, folgenden Eid leisten: «Vor den Vertretern der Kantone, die das Bisthum Basel bilden, verspreche ich, wie es einem Bischof geziemt, dass ich der Schweizerischen Eidgenossenschaft und diesen Kantonen die Treue halten werde. Ich verspreche, alles in meiner Macht Stehende zu tun, um in meiner Diözese das gute Einvernehmen zwischen der Römisch-katholischen Kirche und dem Staat sowie den religiösen Frieden und das Wohl des Schweizer Volkes zu fördern.»

**Art. 15.** Es wird hier die feierliche Versicherung gegeben, dass, wenn früher oder später, und unter welchen Verumständen es geschehe, der Sitz des Bischofs und des Domkapitels ausser die Stadt Solothurn verlegt werden sollte, alsdann das Stift zu St. Urs und Viktor wieder gänzlich auf den gleichen Fuss werde hergestellt werden, auf dem es sich zur Zeit seiner Erhebung zum Domkapitel befunden hatte.

**Art. 16.** Der Beitritt zur neuen Umschreibung des Bisthums Basel ist den Kantonen Basel und Aargau für den Theil ihrer katholischen Bevölkerung, der in demselben nicht schon einbegriffen ist, so wie dem Kanton Thurgau, nach den durch obigen Vertrag festgesetzten Grundlagen, vorbehalten und zugesichert.

Im Falle, dass einer oder der andere der genannten Kantone beitreten würde, so wird die bischöfliche Tafel bis auf das Maximum von zehntausend Schweizerfranken, und zwar nach dem Maassstabe der einverleibten katholischen Bevölkerung des beitretenden Kantons, vermehrt.

Wenn die Vereinigung aller oben erwähnten Kantone Statt finden sollte, so soll die Diözese mit einem Weibischofe versehen werden, welchen der Bischof wählen wird, und dem die Diözesan-Kantone ein jährliches Einkommen von zweitausend Schweizerfranken zusichern werden.

Jede weitere Anordnung in Bezug auf den Beitritt der mehrbenannten Kantone ist einer spätern Übereinkunft vorbehalten.

Die Ratifikationen der gegenwärtigen Übereinkunft, welche in Doppel ausgefertigt und besiegelt worden ist, sollen sobald immer möglich ausgewechselt werden.

So geschehen zu Luzern den 26. März 1828.

**Convention additionnelle entre le Saint-Siège  
et le Conseil fédéral suisse  
relative à l'organisation de l'Evêché de Bâle**

Du 2 mai 1978<sup>9)</sup>

Le Saint-Siège et le Conseil fédéral suisse en son nom propre et au nom des cantons de Lucerne, Berne, Soleure, Zoug, Argovie, Thurgovie et Bâle-Campagne,

Vu la Convention du 26 mars 1828 entre le Saint-Siège et les Hauts Etats de Lucerne, Berne, Soleure et Zoug sur la réorganisation et nouvelle circonscription de l'Evêché de Bâle,

eu égard à la Convention du 2 décembre 1828 entre le Nonce Apostolique et le Conseil d'Etat d'Argovie sur l'accession du Haut Canton d'Argovie au Diocèse de Bâle nouvellement organisé,

eu égard à la Convention du 11 avril 1829 entre le Nonce Apostolique et le Conseil d'Etat de Thurgovie sur l'accession du Haut Etat de Thurgovie au Diocèse de Bâle nouvellement organisé,

eu égard à la Déclaration du 6 octobre 1829 du Grand Conseil du Canton de Bâle portant adhésion à la convention précitée du 26 mars 1828 pour les communes catholiques du district de Birseck,

eu égard à la Convention du 11 juin 1864 entre le Chargé d'affaires du Saint-Siège et le Président du Conseil exécutif du Canton de Berne concernant l'incorporation de l'ancienne partie du Canton de Berne au Diocèse de Bâle,

vu les décisions du Grand Conseil du Canton de Bâle-Ville et du Grand Conseil du Canton de Schaffhouse autorisant l'accession de leur canton à l'Evêché de Bâle et tendant à réaliser l'adhésion des deux cantons à la convention de 1828,

désireux d'adapter la convention précitée du 26 mars 1828 à des situations nouvelles,

ont résolu de conclure une convention additionnelle et ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir:

Le Saint-Siège, Son Excellence Monseigneur Ambrogio Marchioni, Archevêque titulaire de Severiana, Nonce Apostolique en Suisse.

<sup>9)</sup> Diese Zusatzvereinbarung über den Beitritt der Kantone Basel-Stadt, Basel-Landschaft und Schaffhausen zum Bistumskonkordat wurde am 11. 7. 1978 von Papst Paul VI. genehmigt und durch Austausch der Ratifikationsurkunden am 19. 7. 1978 in Kraft gesetzt.

Le Conseil fédéral suisse, Monsieur l'Ambassadeur Emanuel Diez, Chef de la Direction du droit international public du Département politique fédéral et

Monsieur Alfred Wyser, Conseiller d'Etat du Canton de Soleure,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

**Art. 1.** Les populations catholiques des Cantons de Bâle-Ville et de Schaffhouse sont réunies au Diocèse de Bâle, ainsi que la population catholique de l'ensemble du Canton de Bâle-Campagne.

**Art. 2.**

- a) Pour chacun des Cantons de Bâle-Campagne, de Bâle-Ville et de Schaffhouse sera nommé un chanoine non résidant.
- b) La nomination du chanoine non résidant au Chapitre cathédral aura lieu d'après la procédure prévue à l'article 12 de la convention du 26 mars 1828 pour le Canton de Berne. Tout ce qui a été accordé à ce dernier canton relativement à cette procédure s'appliquera aussi aux Cantons de Bâle-Campagne, de Bâle-Ville et de Schaffhouse.

**Art. 3.**

- a) Les Cantons de Bâle-Campagne, de Bâle-Ville et de Schaffhouse participeront à tous les droits et avantages accordés par la convention du 26 mars 1828 aux autres cantons contractans. Ils assumeront toutes les charges et obligations stipulées pour les autres cantons.
- b) Tout canton non signataire mais situé sur le territoire de la circonscription ecclésiastique du Diocèse de Bâle pourra adhérer à la convention du 26 mars 1828 modifiée par la présente convention additionnelle.

**Art. 4.** Le serment à prêter par l'Evêque du diocèse aux termes de l'article 14 de la convention du 26 mars 1828 est remplacé par la déclaration solennelle suivante:

«Devant les représentants des cantons dont se compose le Diocèse de Bâle, je promets, comme il convient à un évêque, fidélité à la Confédération suisse et aux dits cantons. Je m'engage à faire tout ce qui est en mon pouvoir pour favoriser dans mon Diocèse la bonne entente entre l'Eglise Catholique Romaine et l'Etat ainsi que la paix religieuse et le bien-être du peuple suisse».

**Art. 5.** La présente convention additionnelle sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés aussitôt que possible à Berne. Elle entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention additionnelle.

Fait à Berne, le 2 mai 1978, en deux exemplaires originaux rédigés en langue française.

Pour le Saint-Siège:

✠ Ambrogio Marchioni  
Archevêque de Severiana  
Nonce Apostolique

Pour le Conseil fédéral suisse:

Diez  
A. Wyser